Remarques post-électorales (les Européennes en France)

mardi 28 mai 2019, par [KHALFA Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 27 mai 2019).

Les élections européennes ont mis en évidence un champ politique qui est loin d'être stabilisé et une crise profonde de la gauche. Que peut-on en tirer ?

Les élections au Parlement européens ont apporté leur lot de surprises : participation électorale bien plus forte qu'attendu, une droite qui s'écroule, EELV progressant de façon importante. Par contre le résultat de la gauche, toutes composantes confondues, est conforme globalement aux enquêtes d'opinion même si le résultat de FI est en-dessous des projections des sondeurs, que le PS-PP s'en sort un peu mieux que prévu et que le PCF reste au niveau où il est maintenant depuis des années. Le match RN/LREM, mis complaisamment en scène par les deux protagonistes, s'est terminé au profit du premier. Que peut-on tirer de tout ça ?

La liste macroniste retrouve grosso modo son score du premier tour de la présidentielle. Rien de nouveau donc ? En fait derrière cette stabilité apparente, des changements profonds sont à l'œuvre. D'après une enquête Harris interactive/Epoka [1], 14 % de l'électorat d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle se sont portés sur EELV et près de 8 % ont rejoint le PS-PP. Mais cette perte à gauche a été compensée par un gain à droite puisque près de 23 % de l'électorat de François Fillon se sont portés sur la liste LREM, près de 17 % se portant sur le RN. La droite LR s'est trouvée étranglée par ce double mouvement d'un côté pour Macron, de l'autre pour Le Pen. On ne voit guère comment ce phénomène peut être entravé. Le macronisme n'a pas réussi à élargir sensiblement sa base sociale et maintient son poids électoral en s'ancrant à droite.

Le bon résultat d'EELV s'explique, toujours d'après cette enquête d'opinion, par trois transferts : le premier, on l'a vu, venant de l'électorat venant de la gauche et déçu par Macron ; le deuxième renvoie au fait que 25 % de l'électorat de Benoit Hamon se sont reportés sur EELV ; le troisième a trait à l'électorat de Jean-Luc Mélenchon dont 20 % ont voté pour la liste de Yannick Jadot. Le résultat de la liste PS-PP renvoie au fait qu'une partie de l'électorat de de Jean-Luc Mélenchon (7 %) et d'Emmanuel Macron (7,9 %) est retourné à son vote habituel.

Une fois la mise en évidence de ces chiffres, quelles leçons politiques peut-on en tirer ?

1. Le champ politique n'est pas stabilisé. La configuration en quatre blocs - LERM, FN, LR, FI - faisant suite à l'élection présidentielle s'est effondrée. Certes le couple LREM/RN domine la vie politique, mais il fait environ 50 % des votants en y ajoutant les satellites de ces deux formations. Cette instabilité concerne en particulier la gauche. Nous sommes dans une phase politique marquée par l'absence de repères stables. Rien n'est définitivement acquis. Ainsi le groupe dirigeant de FI pensait après la présidentielle être en situation d'hégémonie durable, il se retrouve à peu près au même niveau que le PS qui semblait être balayé de la scène politique. EELV, donné moribond après le quinquennat Hollande est aujourd'hui en situation de force et se voit comme courant hégémonique.

2. Le bon résultat d'EELV renvoie certes à la prise de conscience de l'urgence écologique. Mais cela ne suffit pas à expliquer son succès, cette question ayant été mise fortement en avant par d'autres forces politiques que ce soit FI ou Génération. Le succès d'EELV renvoie donc avant tout à un rejet des autres forces politiques et notamment de FI (voir plus loin) comme le montrent les transferts de voix.

Les premières déclarations de certains dirigeants d'EELV semblent montrer qu'ils sont à leur tour contaminés par le syndrome FI, celui de la prétention hégémonique. Or EELV souffre fondamentalement de deux faiblesses majeures. La première est sa faiblesse relative dans les catégories populaires où ce mouvement fait un résultat moins bon que dans les catégories aisées, à l'inverse du RN qui cartonne dans les premières. La seconde renvoie à une orientation politique qui n'est pas tranchée. La référence à l'écologie ne suffit pas à définir une orientation politique concrète, les écologies sont multiples et les alliances politiques possibles qui s'en suivent aussi. Le refus du clivage gauche/droite par une partie d'EELV en est l'illustration.

3. L'échec de FI est manifeste. Contrairement à ce que laisse entendre nombre de commentateurs, qui mettent en avant la séquence des perquisitions, la raison n'en est pas fondamentalement due à la personnalité de Jean-Luc Mélenchon, mais à une conception de la politique marquée par un verticalisme autoritaire et à une orientation politique qui se réduit à opposer « le peuple » à l'oligarchie. Concevoir FI comme « un mouvement gazeux » avec une « clef de voute », en refusant le pluralisme des points de vue et en refusant d'instituer des instances internes de délibération démocratiques ne pouvait que conduire à une stérilisation progressive du mouvement et même à des exclusions problématiques.

La référence au peuple dans son opposition à l'oligarchie ne fait pas un projet politique. On a vu ainsi les affiches du RN proclamer « Donnons le pouvoir au peuple ». La désignation d'un ennemi est certes la condition du combat politique et la construction d'une frontière entre « le eux et le nous » est nécessaire. Mais la politique ne peut s'y réduire. L'espace politique est aussi un espace où se construit du commun à travers notamment l'élaboration de projets politiques. À trop se focaliser sur l'ennemi, on risque d'oublier la question du projet pour lequel on se bat. L'opposition « nous/eux » ne peut être féconde que surdéterminée par un projet émancipateur porteur d'un imaginaire social de transformation.

Plus encore, il ne suffit pas de surfer sur la colère et le ressentiment pour susciter l'adhésion. Laissés en l'état, la colère et le ressentiment ne peuvent que produire de la rancœur et de la haine, affects dont se nourrit l'extrême droite. Il ne peut y avoir de projet émancipateur que sur la base de l'espérance d'une société désirable.

Une occasion historique, née de la campagne présidentielle et du résultat de Jean-Luc Mélenchon, a donc été manquée. Ce n'est pas la première fois. Cela a été aussi le cas en 2012 avec le Front de gauche avec dans ce cas une responsabilité partagée de ses deux principales composantes.

4. Que faire dans cette situation ? Attendre et voir serait mortifère comme serait mortifère le fait de s'en remettre simplement aux organisations politiques. Faire en sorte que toutes celles et ceux qui se sentent concernées par l'avenir d'un projet d'émancipation se mêlent de tout cela est la tâche du jour.

Pierre Khalifa

P.-S.

- MEDIAPART. LE BLOG DE PIERRE KHALFA. 27 MAI 2019 :
<https://blogs.mediapart.fr/pierre-khalfa/blog/270519/remarques-post-electorales>
- Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

Notes

[1] https://www.2019opinions.com/uploads/media/5ceae1a6e6456_sociologie-du-vote-harris-interactive-x-agence-epoka.pdf